L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux: rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 25 AOUT 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux: 323 rue de Chartres. Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS. DIMANCHE, 25 AOUT 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

L'ABEILLE —DU— 1er SEPTEMBRE.

Pour demeurer fidèle à la tradition, nous publierons, cette année, le 1er septembre, une Revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1894-95 à la Nouvelle-Orléans.

Cette Revue renfermera tous les renseignements désirables sur les progrès du commerce et de l'industrie, l'état des récoltes, les cours des valeurs publiques et des matières dont l'abondance et la variété plairont même aux plus exigeants.

Ce numéro, présentant un intérêt plus qu'ordinaire, sera tiré à un nombre considérable d'exemplaires qui se répandront dans toutes les directions, autant dans les Etats voisins que dans les campagnes de la Louisiane et en ville.

L'occasion sera donc exceptionnelle—elle ne s'offre qu'une fois l'an—pour les annonceurs qui tiendront à s'adresser à un public nombreux.

Nous prions ceux qui veulent des exemplaires de ce numéro, quel qu'en soit le nombre, de nous en livrer la commande le plus tôt possible.

A partir du 1er septembre, l'*Abeille* publiera tous les jours deux feuilletons; et dans tous ses départements les améliorations seront sensibles.

La Direction garde l'espoir que ses amis et le public intelligent et bienveillant apprécieront ses humbles efforts.

L'enquête sur les massacres de Ku Ching.

Pour bien comprendre les événements de l'Extrême-Orient, il est indispensable de ne pas perdre de vue la carte de ces vastes contrées, dont les noms, qui sont étranges et se ressemblent beaucoup, font, à tout moment, commettre de graves bévues. Ainsi, certaines personnes se sont imaginé que les massacres récents avaient eu lieu dans les mêmes parages que ceux du mois de juin. C'est une erreur; Ku Ching, théâtre des désordres derniers, est situé au nord de la province Fu Kien, laquelle s'étend, au sud-est de la Chine proprement dit le long du Détroit des îles Pescadores, et non loin de l'île Formose.

Les massacres de juin, au contraire, ont eu lieu, beaucoup plus à l'ouest et au nord, à Cheng Tou, ville principale de la province de Sze-chuen, à une distance plus grande de Kus Ching que de la Nouvelle-Orléans, par exemple, à Boston.

On a tort également de confondre la Chine proprement dite avec l'empire chinois qui est beaucoup plus étendu et comprend, outre la Chine même, les deux vastes contrées du Thibet et de la Mongolie.

Du côté de Ching-Tou, à l'ouest, ce sont plutôt les missions catholiques qui ont souffert. Du côté de Ku-Ching, ce sont les missions protestantes, américaines et anglaises, qui ont été victimées. Mais, des deux côtés, les désordres n'ont été que la conséquence de la guerre sino-japonaise, qui a ouvert bien des villes chinoises de l'est au commerce étranger et permet aux Européens et aux Américains de pénétrer dans ces régions, jusqu'ici, restées inabordables.

De là, le cri de guerre poussé contre l'étranger, et la persécution contre les missions qui ont été, jusqu'ici, le plus puissant instrument de pénétration qu'aient eu sous la main les puissances chrétiennes.

Les missions américaines sont extrêmement honorables; elles comptent, parmi leurs membres, des femmes d'un grand dévouement, et elles méritent d'être énergiquement soutenues. Il ne s'y mêle pas, chez elles, l'idée de trafic, que l'on trouve presque toujours dans les missions anglaises. C'est ce qui fait regretter que l'Angleterre entre au moins pour moitié dans l'enquête qui se poursuit, en ce moment et qui, il y a lieu de le craindre, n'aura pas les résultats qu'on est en droit d'en attendre.

C'est d'un tout autre côté que sont engagés les plus gros intérêts de la Grande-Bretagne—du côté de la province de Yun-nan, plus près de son Empire des Indes, où il y a de riches mines, qu'elle compte exploiter, où elle se prépare à établir des lignes ferrées qui lui permettront d'augmenter considérablement son commerce dans ces parages.

N'est-il pas à redouter qu'elle ne montre, pas dans la répression des désordres de la province de Fu Kien, toute l'énergie nécessaire, afin de reprendre ses avantages du sud-est.

Telles sont les réflexions qu'inspirent les nouvelles que nous recevons de l'enquête qui se poursuit, sous la direction à peu près exclusive, de la Chine et sous la présidence d'un homme dont les précédents n'annoncent rien de bon, l'ancien vice-roi de la province de Szechnen. Ne voyons-nous pas les Chinois se féliciter déjà de la composition de la Commission qu'ils considèrent comme un triomphe pour eux?

Le jubilé de M. de Mohrenheim.

Le baron de Mohrenheim accomplissait il y a quelques jours ses cinquante ans de service dans la diplomatie russe. Ce jubilé devait être célébré avec toutes sortes de réjouissances à Cauterets, où l'ambassadeur de Russie est actuellement avec sa femme et sa fille, la vicomtesse de Sèze; mais la mort du comte Boutourline, qui avait épousé Mlle Edvige de Mohrenheim, a fait suspendre tous les préparatifs.

Cela n'a pas empêché la France entière, tout en respectant ce deuil, de faire parvenir ses vœux à l'illustre diplomate qui a été un des principaux promoteurs de l'alliance franco-russe.

Le baron de Mohrenheim, maintenant septuagénaire, entra dans la carrière diplomatique le 13 août 1845. Il fut attaché au ministère des affaires étrangères qui avait alors à sa tête le comte Nesselrode auquel, en 1855, succéda le prince Gortschakoff.

Secrétaire à Vienne et à Berlin, il fut nommé ministre plénipotentiaire à Copenhague où il resta dix-sept ans. Très aimé du roi Christian IX, il fut le principal négociateur du mariage de la princesse Dagmar, seconde fille des souverains danois, avec le grand-duc héritier de Russie, qui fut ensuite l'empereur Alexandre III.

En 1882, le baron de Mohrenheim fut nommé ambassadeur à Londres. En mars 1884, il succéda au prince Orloff à l'ambassade en France. Ce remplacement fut, dit on, décidé pour donner une satisfaction à l'Allemagne qui ne voyait pas d'un bon œil la politique franchement francophile du prince Orloff. Il fallait de la mesure et le baron de Mohrenheim parut à l'Empereur l'homme de la situation, ce que les Anglais appellent: *the right man in the right place.*

Certes, à ce moment, la République française n'inspirait pas une grande confiance à l'empereur Alexandre III qui voulait être le grand pacificateur.

La diplomatie russe en France fut, dès l'arrivée du baron de Mohrenheim, plus réservée. Il fallait faire sentir que pour compter sur une parfaite entente avec la Russie il était nécessaire que la République fût un élément d'ordre en Europe. La tâche était difficile, mais le baron de Mohrenheim s'y attela avec un courage et une opiniâtreté absolus. Tout faillit être compromis lorsque M. de Freycinet s'avisa de rappeler de Saint-Pétersbourg le général Appert qui était devenu l'ami intime du Tsar. Ce rappel injustifié et imprévu d'un ambassadeur, *persona gratissima*, avec lequel l'Empereur négociait en toute confiance, motiva un "congé" *sine die* au baron de Mohrenheim, qui ne revint à Paris que lorsque l'on accorda pleine satisfaction au souverain irrité.

L'ambassadeur trouva alors la République plus assagie; mais il lui fallut encore lutter avec les intempérances des ministères radicaux. Ce fut une des rudes épreuves de sa vie quand il dut pour la première fois être l'hôte de M. Floquet au ministère des affaires étrangères.

Reprenant avec plus d'ardeur sa mission, il trouva le meilleur des collaborateurs dans la personne de M. Carnot, le successeur de M. Grévy à la présidence de la République.

Un jour, le plus beau jour de sa vie, le baron de Marenheim voyait réalisée, à Cronstadt, l'union de la Russie et de la France.

Chez le serrurier:

—La clef que je vous avais commandée ne va pas. Arrangez-là. Tenez, voici les trois francs cinquante, prix convenu.

—Pardon, madame; mais s'il faut que la clef aille, c'est quatre francs.

Un Regal littéraire.

Le plaisir est grand pour nous d'annoncer que M. Maurice de Pradel, dont c'était notre bonne fortune tout récemment de recevoir la visite, s'est décidé à demeurer quelque temps parmi nous.

Quelle sera la durée de son séjour, nous l'ignorons; mais l'éminent littérateur, cédant à de pressantes sollicitations, ne quittera pas la Nouvelle-Orléans sans s'y être fait entendre dans une série de conférences: le vœu donc que nous formions se réalisera.

En effet, la première de ces auditions littéraires est fixée au 2 septembre prochain; elle aura lieu à 8 heures du soir, dans la salle de l'Union française.

La réputation qui a précédé M. de Pradel à la Nouvelle Orléans, les nombreuses lettres qui lui viennent des plus hautes personnalités littéraires, sa personne elle-même, la distinction de ses manières tout enfin indique que ce n'est pas le premier venu; et il est impossible, croyons-nous, de ne pas se sentir naturellement poussé vers lui.

Si à l'aurore de la vie, il a connu les joies les plus pures, celles qui se goûtent dans le sanctuaire sacro-saint de la famille, voilà qu'au crépuscule de ses jours il s'abreuve à une coupe amère, car le destin s'est montré pour lui d'une brutalité cruelle en lui ravissant ses affections les plus chères, en creusant autour de lui des tombes.

Si l'excellent homme se promène aujourd'hui sous notre ciel, c'est qu'il est sans cesse possédé du désir, du besoin de chercher dans une vie aventureuse, mouvementée sinon l'oubli, du moins l'apaisement des douloureux souvenirs qui le hantent, qui l'obsèdent. Oublions! oublions! c'est le secret de vivre, a dit Lamartine.

Jamais dans ses intéressantes causeries ne découvre-t-on la mélancolie qui souvent, qui toujours règne en son cœur, mais que ses lèvres parviennent à dissimuler, ce cœur qui chez lui est une lyre incomplète, à laquelle il manque une corde et qui cependant rend les accents de la joie sur le ton consacré aux soupirs.

C'est dans ses entretiens intimes que chantent ses souvenirs, *dulces reminiscitur Argos!*

Oui, M. de Pradel est une personnalité des plus intéressantes, des plus sympathiques; et les conférences qu'il fera ici auront une saveur, un parfum qu'apprécieront les délicats.

Non seulement dit il de jolies choses, mais il les dit aussi avec infiniment d'art; c'est un virtuose que bien des auditoires d'élite ont salué, fêté, acclamé en Europe.

N'était l'heure avancée qui nous talonne, nous prendrions plaisir à nous entretenir plus longuement du poète conférencier que la nature a si opulemment doué et qui a su par le travail si excellemment faire fructifier toutes les richesses qui sont en lui.

LA VERITE SUR M. EUSTIS.

Nous avions grandement raison, hier, quand nous déclarions qu'il ne fallait ajouter aucune foi aux rumeurs qui couraient, d'une prétendue disgrâce de M. Eustis, notre ambassadeur à Paris, à propos de l'affaire Waller. Un homme de cette valeur, de cette honorabilité connait ses devoirs; il a le profond sentiment des responsabilités qu'il encourt. Les accusations dont il était l'objet devaient tomber d'elles-mêmes; mais c'est le secrétaire du Trésor, ou plutôt son assistant, qui le représente en son absence, qui s'est chargé de les réduire à néant. On sait maintenant à quoi s'en tenir sur les prétendues négligences de M. Eustis. Comment veut-on qu'un diplomate traite une affaire quelconque avec un ministre qui se trouve absent pour le moment? N'est-il pas obligé d'attendre son retour? c'est ce qu'a fait M. Eustis, et il s'est conduit jusqu'ici, dans cette affaire, comme dans bien d'autres, du reste, d'une façon irréprochable.

Le jour même de son élévation au poste important qu'il occupe, il n'y a eu qu'un cri général, non seulement dans le Sud, mais dans le Nord, pour approuver le choix du Président; tout le monde en a félicité M. Cleveland. Impossible d'avoir la main plus heureuse. Vrai, nous nous faisons trop aisément un jeu de la réputation et de l'avenir des hommes les plus hauts placés, les plus méritants. M. Eustis était hier; il est encore aujourd'hui et, longtemps encore, espérons-le, il restera, comme disent les Américains, le *Right man in the right place.*

Un Nègre fin de siècle.

Quand Behanzin fut détrôné et remplacé par son frère Aboliagbo sur le trône d'Abomey, on sait qu'il préféra se remettre sans conditions entre les mains des autorités françaises plutôt que de tomber entre celles d'Aboliagbo.

L'émissaire de ce dernier, chargé de signifier à Behanzin sa déchéance, le joignit au moment où il venait de se constituer prisonnier aux soldats du général Dodds. Le monarque déchu lui répondit ces mots soigneusement enregistrés au procès-verbal:

—Dis à mon frère et aux miens qu'ils m'ennuient. Je suis avec les blancs, maintenant, et j'y [illegible]. Tôt ou tard, les Français [illegible] que vous êtes des [illegible] et des [illegible]. Va-t'en, vieux [illegible].

[illegible]

LES MANŒUVRES DE L'EST.

Les manœuvres des 6e, 7e et 8e corps auront lieu, cette année, en France, sur le même terrain où s'opérerait, en cas de mobilisation, la concentration de l'armée de l'Est. Ce n'est plus, comme en 1891, à Vitry-le-François que le directeur de ces manœuvres et le chef de l'Etat passeront la revue des troupes, mais tout près d'Epinal, à deux pas de la frontière, sur les bords de cette Moselle qui, depuis sa source jusque dans les plaines fertiles de la Lorraine, serait alors bordée de batteries, de bataillons et d'escadrons. Non pas qu'il y ait dans le choix de la région la moindre intention désobligeante pour les voisins de l'Est, mais tout simplement parce qu'il a semblé au ministre de la guerre, au général Saussier et à tous les membres du Conseil supérieur de la guerre, que les manœnvres d'automne, très coûteuses, devaient être, non pas seulement le prétexte d'un entraînement salutaire pour les soldats, mais encore une école d'instruction pour les généraux. Bien entendu, ce n'est point de stratégie qu'il s'agit. Même pendant les cinq derniers jours des manœuvres, lorsqu'il conduira trois corps d'armée contre un ennemi figuré, le général Saussier, qui a l'expérience de la guerre pour de bon, n'essaiera pas de faire la guerre pour rire. Il n'y aura dans ces manœuvres ni vainqueur ni vaincu, mais des officiers qui, tous, s'efforceront d'appliquer avec le plus de précision possible les instructions si sages, si complètes, si élevées du gouverneur de Paris, du généralissime Saussier.

Pour ce dernier, les manœuvres d'automne doivent être toujours une véritable école de campagne; il n'aime pas les mouvements de vaine parade, ni les démonstrations inutiles. En 1891, lorsqu'il dirigea ces fameuses manœuvres de l'Est avec les 5e, 6e, 7e et 8e corps d'armée, il songeait surtout à préparer les nouveaux règlements sur le service des différentes armes. Cette fois, le gouverneur de Paris aura sous ses ordres un effectif à peu près égal, puisque le 6e corps d'armée a été considérablement augmenté, et c'est surtout de l'approvisionnement et des marches qu'il compte s'occuper. Ce sont en effet des problèmes qui s'imposent et dont on a trop souvent négligé l'étude, non seulement en France, mais aussi dans la plupart des armées européennes. La tactique subira encore de nombreuses et profondes modifications; avec l'adoption d'un canon à tir rapide d'abord, d'un autre fusil à plus longue portée ensuite, viendront d'incessants remaniements de la tactique. Le transport des armées et leur ravitaillement échappent à ces à-coups. Nourrir les troupes, les amener en temps utile sur les positions qu'il a choisies, c'est le premier soin du général en chef. Mais on doit bien penser que le gouverneur de Paris ne communiquera qu'au ministre de la guerre et aux membres du Conseil supérieur le résultat de ses observations. Ce dont on est certain d'avance, c'est que ces observations seront d'un incomparable profit pour l'armée. Les réformes si heureuses dont les manœuvres de Vaujours, l'an dernier, ont été l'occasion sont, à cet égard, un sûr garant pour l'avenir.

Les manœuvres proprement dites commenceront le 10 septembre et seront terminées le 19.

Trois corps d'armée y prendront part, ainsi qu'une brigade d'infanterie de marine. Les deux armées qui manœuvreront l'une contre l'autre, du 10 au 14 septembre, seront commandées: celle du Nord, par le général Jamont; celle du Sud, par le général de Négrier. Elles se composeront: celle du Nord, des 11e, 12e, 39e, 40e et 41e divisions d'infanterie, et d'une division mixte formée à l'aide de la 83e brigade d'infanterie et d'une brigade d'infanterie de marine. Cette division mixte aura pour chef le général Bourgey, de l'infanterie de marine; la brigade d'infanterie de marine sera sous les ordres du général Frey; quant à la 83e brigade d'infanterie, elle est ordinairement rattachée à la 41e division d'infanterie qui, seule de toutes les divisions de l'armée continentale, compte ainsi trois brigades. A ces six divisions d'infanterie seront adjointes les deux brigades de cavalerie du 6e corps d'armée et la 2e division de cavalerie. Les batteries d'artillerie proviendront des 8e, 25e, 39e et 40e régiments qui, tous, sont stationnés sur le territoire du 6e corps d'armée.

L'armée du Sud se composera des 7e et 8e corps d'armée commandés, l'un par le général Pierron, le savant écrivain militaire, l'autre par le général Brugère. Ces deux corps d'armée sont formés des 13e, 14e, 15e et 16e divisions d'infanterie; ils seront accompagnés des 7e et 8e brigades de cavalerie. Les batteries d'artillerie (6 par division, 8 pour l'artillerie de corps et 2 pour chaque division de cavalerie) seront fournies par les 4e, 5e, 1er et 37e régiments, qui font partie des 7e et 8e corps d'armée, et par les 12e et 13e régiments, de la brigade de Vincennes, qui font en ce moment leurs écoles à feu au camp de Châlons.

A l'issue des manœuvres, toutes les troupes regagneront leurs garnisons par étapes, à l'exception des troupes de la brigade d'infanterie de marine [illegible]

d'artillerie de marine seront à la même date embarquées à Vézelive.

Le Président de la République et le ministre de la guerre assisteront à la dernière période des manœuvres, et le chef de l'Etat distribuera lui-même les décorations à l'issue de la revue qu'il passera. La promotion dans l'état-major général que rendent nécessaire les admissions de quelques généraux au cadre de réserve ne sera signée qu'à ce moment. Ce sera le couronnement de ces manœuvres; M. Félix Faure ne disposera malheureusement d'aucune récompense pour l'éminent général qui va les diriger. Grand-croix de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, entouré de l'estime universelle et jouissant de la confiance de la nation aussi bien que de toute l'armée, le général Saussier n'attend plus rien de son pays, que la reconnaissance à laquelle lui donnent droit ses longs et glorieux services.

Différence de services.

On sait que lord Salisbury est féru du Maroc. Comme ce Jésuite espagnol qui, reprenant son cours après vingt ans d'exil, débutait par ces mots: "Nous disions hier...." le chef du cabinet anglais continue le dernier discours ministériel qu'il prononça en 1892, lorsqu'il signalait comme point noir le Maroc, et, revenant à sa marotte, il vient d'envoyer une flotte à Tanger. Il y a longtemps que, de Tanger à Gibraltar, on connait le *poderio* naval de l'Angleterre et cette démonstration est plutôt encore un enfantillage qu'une rodomontade. Un aviso eût suffi pour transmettre des ordres à Tanger et au besoin le simple courrier eût pu porter la sommation que Sa Gracieuse Majesté adresse au jeune sultan. Tous les traités faits par le Maroc portent la clause de traitement de la nation la plus favorisée. Toutes les puissances qui ont 60,000 francs à perdre par an peuvent donc avoir un consul à Fez. La France a ouvert une porte, par laquelle tout le monde peut passer, de même que l'on ne craint plus la piraterie dans la Méditerranée depuis que les Français en ont détruit le foyer à Alger. Ce sont les menus services que la France rend à l'humanité, tandis que l'Angleterre ne sait lui fournir que des biscoits Palmer ou de la moutarde Colman.

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE.

On croit savoir dans quelles conditions précises s'est conclu "l'arrangement" franco-russe, les stipulations qu'il contient et le nom du président qui a eu l'honneur de le signer au nom de la France:

C'est l'été de 1891, au lendemain des fêtes de Cronstadt, quand M. de Laboulaye, qui s'y est trouvé comme ambassadeur de France et qui, d'ailleurs, depuis longtemps, était au courant des intentions de l'empereur Alexandre, est invité par M. de Giers, le ministre des affaires étrangères en Russie aujourd'hui décédé, à conférer avec lui. Le principe de l'alliance a été posé entre les deux gouvernements. Il s'agit maintenant de rechercher, ainsi qu'on l'a déjà dit, sous quelle forme on donnera à ces accords la sanction des formules écrites.

Autant qu'il est permis de le supposer, M. de Giers exprime l'idée qu'il n'y a pas lieu de conclure un traité formel et en règle, prévoyant toutes les hypothèses et entrant dans tous les détails. Il semble que, dès ce premier moment, on tombe d'accord sur ce point qu'une convention militaire suffira, mais une convention militaire ne saurait être étudiée et rédigée par des diplomates; il faut des soldats. M. de Giers et M. de Laboulaye se séparent sans avoir pris aucune autre conclusion.

S'engage-t-on par écrit à s'en tenir à une convention militaire? C'est douteux, et, à ce moment encore, il n'y a rien d'écrit que ce qu'on a pu être amené à insérer dans des notes échangées. Rien de tout cela ne constitue un engagement formel. On est d'accord sur tout. Mais on n'a rien signé.

Cependant, l'empereur désire faire part de ses intentions à son ambassadeur de France, M. de Mohrenheim. Celui-ci est en villégiature à Cauterets. Il ne sait rien des pourparlers secrets qui ont eu lieu là-bas. Il est mandé d'urgence à St-Pétersbourg. Il quitte les Pyrénées un peu perplexe, se demandant pourquoi on l'appelle, et même si on le rappelle.

En traversant Paris, il va confier ses perplexités à M. Ribot qui siège alors au quai d'Orsay. Celui-ci le retient à dîner et le rassure en lui précisant l'objet de son voyage. Quand M. de Mohrenheim revient, il connaît les intentions de l'empereur et sait en quoi il devra les seconder.

Bientôt après, tout ce qu'il a dit à son retour est confirmé par M. de Giers qui passe à Paris et confère avec MM. Ribot et de Freycinet.

Enfin arrive un officier général russe, le général Obroutchew. Il s'abouche avec le gouvernement français, qui délègue le général de Miribel pour arrêter avec lui les bases de la convention militaire.

Nous n'avons pas la prétention de révéler ici ce que contient cette convention. Mais elle existe; c'est un fait indéniable; elle consacre l'alliance, et si, comme [illegible]

pu sans manquer aux obligations qu'elle a signées, et qu'en s'associant au gouvernement impérial le gouvernement français s'est inspiré bien plus de ce qu'il croyait être son intérêt que d'un engagement antérieur.

Reste maintenant la question de savoir à quelle époque la convention a été signée. Ici, il nous est permis d'être plus précis. Elle ne l'était pas encore, mais allait l'être quand M. Carnot fut assassiné. Ce fut à M. Casimir Perier, nous pouvons l'affirmer, qu'échut l'honneur de mettre son nom au bas du traité qui a donné à l'alliance franco-russe sa forme définitive.

L'ARCHIDUC FRANZ JOSEPH.

Le petit archiduc qui est l'héritier du trône de l'Autriche-Hongrie est, paraît-il, très délicat de santé. On assure même que son état inspire de [illegible] dans le moment.

En 1892, il fit le to[illegible] l'*Elisabethe*, navire de [illegible] et visita l'exposition d[illegible]

LA COLLISION ENTRE "L'ELBE" ET LE "CRATHIE".

Le Conseil d'amirauté de Bremerhaven a terminé son enquête sur la collision de l'*Elbe* et du *Crathie*. Il conclut que la responsabilité doit en être attribuée au second du *Crathie* qui, immédiatement avant l'accident, avait quitté le pont et regagné sa cabine. Au contraire, l'officier de quart sur l'*Elbe* n'a encouru aucun reproche. Les ordres de sauvetage donnés par le capitaine de Gossel ont été exécutés par les officiers et l'équipage du navire allemand avec un sang-froid digne d'éloges. Si le navire a coulé rapidement, causant la mort de 332 personnes, cela n'est dû à aucun vice de construction, mais à la violence du choc, plusieurs compartiments étanches s'étant immédiatement remplis d'eau.

Une messe sur le Mont-Blanc.

On se souvient peut être qu'un prêtre monta, l'an dernier, dire une messe au sommet du Mont-Blanc. Mais il n'avait pour autel que des blocs de glace. C'est une vraie chapelle toute en bois, mesurant 4 mètres de long sur 3 mètres de large qu'on vient d'achever au sommet du Rocciamelone (3,535 mètres.) C'est M. le chanoine Tonda, de Suse, qui a eu l'idée de cette hardie construction. La nouvelle chapelle a été inaugurée en grande pompe, le jeudi, jour de l'Assomption. Cette nouvelle a fait bondir les Romains italiens: ils songent sans doute qu'un observatoire serait plus utile sur ces hauteurs, mais les amateurs de pittoresque estiment qu'une chapelle est plus décorative.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

Le Nouveau Lord-Lieutenant de l'Irlande.

Presse Associée.

Londres, 24 août—Le comte Cadogan, le nouveau lord lieutenant de l'Irlande, a fait son entrée solennelle à Dublin jeudi dernier. Il a été reçu de la façon la plus cordiale pendant son passage au milieu des troupes alignées le long des rues, et sa promesse de faire tout son possible pour développer les intérêts de l'Irlande a été bien accueillie.

Le baron Castletown, un libéral, a été interviewé au sujet de son intention de présenter à la prochaine session de la Chambre des Lords une résolution pour l'abolition du poste de lieutenant-général de l'Irlande, et de remplacer ce fonctionnaire par un sous-secrétaire en chef de l'Irlande, et de prier la Reine d'établir une résidence royale dans le pays.

Il a répondu que, dans son opinion, une telle mesure resserrerait les liens qui unissent les deux contrées, et donnerait une immense impulsion à l'exploitation des ressources naturelles de l'Irlande et y attirerait les touristes. Il y a de bonnes raisons de croire que cette proposition sera favorablement considérée dans les cercles de la Cour, et on sait que le ministère n'y est pas opposé, attendu que la fonction de lord lieutenant d'Irlande est très dispendieuse, et qu'il devient difficile de trouver un amateur.

Au sujet de l'opposition à l'[illegible]

M. Stanley et l'évacuation de l'Egypte.

Presse Associée.

Londres, 24 août—Les points principaux du premier discours prononcé à la Chambre des Communes par M. Henry Stanley, l'explorateur de l'Afrique, autrefois de New York et représentant maintenant au Parlement la circonscription North Lambeth de Londres, en qualité de membre du parti Unioniste, ont été relativement à l'Egypte, au Siam et à l'Arménie.

M. Stanley s'est levé, dans ce grand effort de sa vie, pendant une discussion de la question égyptienne, et a fortement appuyé les propositions pour l'évacuation de l'Egypte par les troupes anglaises.

Ses débuts au Parlement ont été à la hauteur de sa réputation et, contrairement à l'occasion d'un premier discours prononcé, il y avait une salle presque aussi complète qu'elle pouvait être, étant donné l'état désert de Londres.

Les membres présents ont écouté les remarques du nouveau député avec la plus grande attention.

M. Stanley était vêtu d'une jaquette gris clair l'habillant parfaitement. Ses remarques étaient plutôt nuageuses, mais il a parlé rapidement, et on a remarqué qu'il a paru blessé lorsque M. James Parker Smith, un député unioniste de la division Patrick du Lanarkshire, qui a parlé plus tard sur le même sujet, a insinué que M. Stanley spéculait sur sa réputation d'explorateur de l'Afrique. M. Smith a, toutefois, répudié ces paroles.

En liberté.

Presse Associée.

Constantinople, 24 août—Les représentations faites au gouvernement turc par le ministre des Etats-Unis, M. Alexander W. Terrell, ont eu pour résultat la [illegible] en liberté de l'Arménien Arakelian, citoyen américain naturalisé, enfermé à Marsovan depuis plusieurs semaines comme suspect d'appartenir à une société révolutionnaire.

L'évacuation de Port Arthur.

Presse Associée.

St-Pétersbourg, 24 août.—Une dépêche de Vladivostock au *Novosti* annonce que les Japonais évacuent Port Arthur et démantèlent les fortifications.

Oscar Wilde.

Presse Associée.

Londres, 24 août—Les amis d'Oscar Wilde, qui l'ont visité en prison, disent qu'il continue à être en bonne santé et à chercher à prendre du mieux possible la situation. Toutefois, il exprime fréquemment le désir de mourir.

Ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'esthète ont discuté ce qu'il fera à sa sortie de prison. Quoique rien de définitif ne semble avoir été décidé, on croit généralement qu'il sera emmené hors de l'Angleterre, et qu'il commencera une nouvelle vie sous un nom d'emprunt, dépendant de sa plume pour vivre.

Un nouveau yatch royal.

Presse Associée.

Londres, 24 août—Dans les cercles de la marine, on considère la construction d'un nouveau yatch royal. Le Victoria et Albert est maintenant vieux de quarante ans, et malgré ses proportions gracieuses, il est reconnu comme ne pouvant pratiquement plus prendre la mer.

L'Osborne, qui déplace 1,860 tonneaux, est vieux de vingt ans et de construction surannée, n'ayant pas, par exemple, un seul compartiment étanche. Les réparations aux deux navires coûtent beaucoup, principalement à cause de leur ancienneté.

Un vieux missionnaire américain attaqué près de Pékin.

Presse Associée.

Washington, 24 août.—M. Denby, ministre des Etats-Unis en Chine, annonce que le 7 juillet dernier, le révérend D. Z. Sheffield, un missionnaire américain âgé et hautement respecté résidant à Tung Chow, une ville située à environ 13 milles de Pekin, a été attaqué par Ezra Carpenter et son frère, et grièvement blessé à coups de couteau.

Les deux assassins ont été immédiatement arrêtés et attendent maintenant en prison le moment de passer en jugement.

M. Denby ajoute que cette affaire causera une grande excitation en Chine, mais qu'elle n'a absolument aucune signification internationale.

Sauvés du naufrage

Presse Associée.

Plymouth, Angleterre, 24 août—L'équipage de la barque norvégienne Axell a été débarqué à Plymouth par le schooner anglais Elizabeth, ayant abandonné son navire le 15 août dernier, par 49 de longitude ouest et 49 de latitude nord, au moment où il sombrait.

L'Axell, commandée par le capitaine Tollefsen, a quitté Liverpool le 20 juillet pour Charlestown. Le 10 août, une voie d'eau s'est déclarée. Les membres de l'équipage sont immédiatement mis aux pompes et ont employé tous leurs efforts à maintenir le navire à flot; mais ils ne pouvaient y réussir, une quantité suffisante d'eau ayant envahi la cale pour absorber le sel qui servait de lest.

Les signaux de détresse ont été arborés quand il a été découvert que l'engloutissement de l'Axell n'était qu'une question de temps.

Le 12 août les bateaux de sauvetage ont été préparés, mais l'Elizabeth est arrivée en vue l'après-midi.

Le capitaine Tollefsen estime que l'Axell a dû s'engloutir douze heures après le départ de l'équipage.

Une Machine Infernale.

Presse Associée.

Paris, 24 août—Une lettre adressée au baron Alphonse de Rothschild a fait explosion hier au moment où M. Zadkovitz, son secrétaire privé, l'a ouverte. L'[illegible] a été dangereusement blessé à l'œil droit, et il a eu plusieurs doigts emportés par l'explosion.

Nouvelles Etrangères.

[illegible] des vignes américaines.

[illegible], 24 août.—Les maladies [illegible] du Pacifique sont [illegible] un rapport fait [illegible]

Il est démontré que la principale raison pour laquelle les maladies de la vigne sont plus destructives sur les bords du Pacifique que sur les côtes de l'Atlantique, est que les variétés européennes ou tendres sont cultivées sur ceux-là et que les vignes américaines sont cultivées sur celles ci.

La plus sérieuse des maladies est la maladie californienne, qui a déjà détruit plus de 30,000 acres de vignes les plus belles et les plus productives.

Des régions entières qui produisaient du vin en abondance sont maintenant dénudées, et la maladie poursuit ses ravages à cinquante milles du point où elle a commencé.

On estime que cette maladie a causé, directement ou indirectement, une perte d'au moins vingt millions de dollars jusqu'aujourd'hui.

On s'aperçoit de ses effets dès la première saison, à l'apparition des feuilles, et une diminution de la croissance des tiges se manifeste la seconde année. Le mildew est une des maladies les plus communes de la vigne, mais elle est facilement traitée.

Le soufre, dit le rapport, est employé presque dans tous les cas.

La coulure est une maladie que les vignerons américains, principalement ceux de la côte du Pacifique connaissent bien. Les plus grandes et les plus fréquentes pertes causées par cette maladie ont lieu dans les vignobles de la Californie et de l'Arizona.

La perte causée par ses ravages s'élève à beaucoup de millions de dollars, et on dit que dans l'Arizona une pleine récolte n'a pas été obtenue depuis douze ans.

Le rapport de M. Pierce prédit que le croisement du muscat, du muscatel et d'autres variétés fera disparaître la coulure.

A la sous-trésorerie de San Francisco.

Presse Associée.

San Francisco, Californie, 24 août—Cinq cent mille dollars d'or ont été déposés aujourd'hui à la sous-trésorerie de San Francisco au crédit de Morgan et Cie, banquiers de New York. Cet argent est envoyé par le syndicat des bons, et a été versé à la suite d'un arrangement avec le secrétaire Carlisle pour maintenir la réserve d'or fixée dans le Trésor des Etats-Unis.

Le câble du Pacifique.

Presse Associée.

San Francisco, Californie, 24 août—Le colonel Z. S. Spaulding, qui a récemment obtenu du gouvernement Hawaïen la concession du câble entre Honolulu et San Francisco, va partir pour Washington afin de s'assurer la coopération du gouvernement dans son entreprise.

Le colonel Spaulding s'adressera aux membres du Cabinet, dans le but de préparer les voies pour une présentation de ses plans au Congrès en décembre prochain.

Pour mener à bien l'entreprise, il estime que quatre millions de dollars seront nécessaires, et qu'un revenu de quatre cent mille dollars par an sera requis pour maintenir le câble en opération.

Les quatre millions de dollars sont destinées aux stations, aux équipements, aux câbles, aux navires et au capital courant.

En ce qui concerne le revenu, le gouvernement d'Hawaï a garanti quarante mille dollars par an pendant vingt ans, et l'"aide substantielle" à laquelle il est fait allusion dans le privilège accordé au colonel Spaulding, devant être fournie par le gouvernement des Etats-Unis, portera le revenu annuel à $300,000; et les estimations sont que les recettes, après la première année seront de cent mille dollars, ou plus, procurant ainsi un total de $400,000.

Lorsque la seconde subvention sera accordée, une compagnie sera organisée.

Elle sera formée au capital de $1,000,000. Un quart des actions sera placé parmi les résidents des îles Hawaii; un quart sera pris par la Chambre de Commerce de San Francisco, qui s'est déjà engagée; et le reste dans l'est des Etats-Unis et en Europe.

Le colonel Spaulding pense obtenir la construction et la pose du câble dans un délai de dix-huit mois, à partir du moment où il sera commandé.

Le mécanicien de l'hôtel Gumry.

Presse Associée.

Antonito, Colorado, 24 août—Elmer Loescher, mécanicien de l'hôtel Gumry, de Denver, arrêté à Antonito hier soir, dit que l'explosion de la chaudière, qui a causé la mort de vingt-deux personnes, n'est pas due à une négligence de sa part.

Il prétend qu'avant de quitter l'hôtel il a diminué le feu et s'est assuré que la chaudière était remplie d'eau aux deux tiers. Il s'est enfui de Denver, dit-il, parce qu'il craignait des violences.

Le Ministre Denby.

Presse Associée.

Washington, 24 août—La note suivante a été officiellement donnée aujourd'hui au ministère:

L'attention du sous-secrétaire Adee ayant été attirée sur les rapports des journaux d'hier, annonçant que le gouvernement était très mécontent parce que M. Denby n'avait envoyé aucune nouvelle depuis plusieurs jours et qu'on supposait qu'il avait pris ombrage des instructions qui lui ont été câblées dernièrement, le fonctionnaire du ministère déclare qu'il n'a autorisé aucune expression de l'opinion du gouvernement au sujet du silence de M. Denby, pour la simple raison qu'aucune opinion n'est formée ou peut être rationnellement formée, en l'absence complète de la connaissance des faits.

La décision, le bon jugement et l'énergie avec lesquels le colonel Denby a agi d'après les instructions envoyées précédemment, démentent toute conjecture qui tendrait à faire croire qu'il n'essaie pas en ce moment avec empressement de remplir les devoirs qui lui ont été imposés par les dépêches de la semaine dernière.

On doit se rappeler, dit M. Adee, que la Chine est une contrée où les communications sont lentes, n'ayant pas de rapide service postal et seulement quelques lignes télégraphiques; que le problème de la protection de la vie et des propriétés de nos citoyens comprend un territoire d'une étendue de 1,500,000 milles carrés ou plus, et requiert de nombreuses conférences entre le ministre résident et l'amiral commandant la flotte, ainsi que des renseignements reçus des consuls; que le Tsung Li Yamen, qui est pratiquement le [illegible] en ce qui concerne les [illegible] étrangères, est un corps avec lequel [illegible] embarrassant de traiter, car ses délibérations sont souvent très lentes [illegible]